



Annales historiques de la Révolution française

326 | octobre- décembre 2001

La Révolution Batave. péripéties d'une République-Soeur (1795-1813)

« Une ambition nationale louable ». Les francs-maçons et la république batave

Anton van De Sande



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/486>

DOI : 10.4000/ahrf.486

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

Pagination : 79-92

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Anton van De Sande, « « Une ambition nationale louable ». Les francs-maçons et la république batave », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 326 | octobre- décembre 2001, mis en ligne le 07 mars 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/486> ; DOI : 10.4000/ahrf.486

Tous droits réservés

« UNE AMBITION NATIONALE LOUABLE » LES FRANCS-MAÇONS ET LA RÉPUBLIQUE BATAVE

ANTON VAN DE SANDE

Les francs-maçons néerlandais ont-ils joué un rôle important dans la révolution batave ? C'est là un des points sur lesquels il importe de s'interroger. De fait, les francs-maçons de la République avaient exclu de leur loge politique et religion. S'y trouvaient des hommes de toutes tendances, que la révolution batave contraignit d'entrer malgré tout en politique. L'hypothèse est ici que les réformes apportées dans les années 1750 avaient déjà préparé les maçons à l'unité et à la centralisation, tandis que les pratiques démocratiques ne leur étaient pas inconnues. Mais ce qui valait dans la loge pouvait fort bien ne pas valoir dans la société. Avec la proclamation de la République batave, il s'avéra que les frères étaient divisés. Leur engagement politique n'était pas univoque.

Mots clés : Révolution batave ; francs-maçons ; Bataves ; Grande loge ; hauts grades ; centralisation.

Le 24 janvier 1795, une semaine à peine après la fête où le tout Amsterdam avait dansé autour de l'arbre de la liberté qui ornait le Dam enneigé, les quelque trente membres de la loge « La Bien-Aimée » tenaient leur assemblée mensuelle au Kloveniers - ou Oude Doelen dans cette même ville. Le secrétaire ne put s'empêcher de dater son texte de « l'an premier de la Liberté batave » (1). L'euphorie qui avait accueilli la *Révolution de velours* semblait bien s'être communiquée aux maçons.

Qu'il en soit réellement ainsi, c'est ce que révèle le rapport de l'assemblée qui eut lieu le mois suivant (2). « À l'ouverture de la loge », note le secrétaire, « notre cher président a célébré devant les frères assemblés cette

(1) Archives du Grand Orient des Pays-Bas (GON), La Bien Aimée, Notulenboek 1795 folio (f) 49.

(2) *Ibid*, 24 février 1795, pp. 52-57. Voir aussi H. RODERMOND, *De Vrijmetselaarsloge «La Bien Aimée»*. Amsterdam 1735-1985, (s.l., s.d.), La Haye, 1994, p. 60 et M. C. JACOB, *Living the Enlightenment. Freemasonry and Politics in Eighteenth-Century Europe*, Oxford, 1991, pp. 175-176.

révolution si longtemps attendue dans notre chère patrie, grâce à laquelle va se réaliser la devise : "Liberté, Égalité, Fraternité"». Désormais, toutes les distinctions seraient abolies dans la loge également. Les maçons firent alors entrer les frères servants. En tant que membres de l'ordre, ils devaient être traités égalitairement et conformément à leur grade. Le plus âgé des frères servants fut remercié « avec insistance et sur un ton digne de la liberté ». Le président exprima son espoir que l'alliance entre les communautés française et batave, dont ce frère s'était fait un « fervent défenseur », soit durable. Ensuite, vinrent « les frères visiteurs, parmi lesquels s'en trouvaient plusieurs qui, sous l'ancien gouvernement, avaient souffert, été chassés et même poursuivis » ; eux aussi furent « accueillis avec les plus aimables attentions ». Au cours du banquet qui s'ensuivit, et « après avoir entonné la Marseillaise, on tira un coup de canon en l'honneur des frères réunis ». Et, « l'on trinqua à la santé du citoyen Van Boetzelaer et de son député, le citoyen Van Teylingen ».

Un rapport triomphal. Mais en est-il pour autant significatif? Et quand il le serait? Si la plupart des francs-maçons ont applaudi de tout leur cœur à la révolution batave, ce ne veut pas dire pour autant que la franc-maçonnerie a été d'un grand secours à la nouvelle République. C'est là un des points sur lesquels il est intéressant de s'interroger. Mais tout aussi intéressant est de savoir comment la franc-maçonnerie a su se maintenir dans ce pays, alors que presque partout ailleurs, sur le continent, les loges ont dû fermer leurs portes pendant la période révolutionnaire. Les notes susnommées de la Bien-Aimée permettent de remarquer qu'à la veille de la révolution batave, la franc-maçonnerie néerlandaise a dû elle aussi louvoyer. Pour donner un meilleur aperçu de cette problématique, une lecture des divers passages des notes s'impose.

Les maçons amstellodamois ont accueilli sans hésitation et même avec enthousiasme les bouleversements politiques. Le maître président ne laisse planer aucun doute à ce sujet : à l'intérieur de la loge, les distinctions sociales ne sont plus de mise. Ce qui surprend toutefois, c'est le laconisme avec lequel le secrétaire note le fait. Comme si jusque-là il lui avait paru tout à fait normal que, dans la loge, les frères servants soient traités tels des valets, alors que, comme nous l'avons vu, un des servants était connu pour exprimer ouvertement des aspirations démocratiques. Même dans la ville non conformiste d'Amsterdam, l'égalitarisme maçonnique et l'ordre des conditions ne heurtaient donc pas les esprits, jusqu'en 1795. Les études récentes suggèrent pourtant que les loges de l'Ancien Régime fonctionnaient comme une « école de la démocratie » (3). À lire les notes de la Bien-

(3) M. C. JACOB, « Freemasonry and Government. The political meaning of civil society in Eighteenth-Century Europe » dans A. VAN DE SANDE et J. ROSENDAAL (éd.), *« Een stille leerschool van deugd en goede zeden »*. *Vrijmetselarij in Nederland in de XVIII^e en XIX^e eeuw*, Hilversum, 1995, pp. 25-39. Ou R. HALÉVY, *Les loges maçonniques dans la France d'Ancien Régime aux origines de la sociabilité démocratique*, Paris, 1984.

Aimée, cela ne signifiait pourtant pas que l'on y avait introduit de véritables pratiques révolutionnaires ou que la révolution batave y avait été dûment préparée.

L'ironie du sort veut que, durant le banquet de la loge, les frères aient trinqué à la santé des citoyens Van Boetzelaer et Van Teylingen. En un sens, c'était conséquent, puisque la loge avait aboli les titres et distinctions. De plus, le rituel du banquet maçonnique incluait une « canonnade » en l'honneur des plus hautes autorités de l'Ordre ; les maçons de la Bien Aimée ne pouvaient et ne voulaient y échapper. Mais ils savaient pertinemment qui étaient les « citoyens » ainsi nommés. Carel baron van Boetzelaer, Grand maître depuis 1759, était un orangiste déclaré. En tant que commandant de la forteresse de Willemstad, en 1793, il avait repoussé l'assaut des troupes franco-bataves. Isaac van Teylingen, Grand maître député depuis 1761, était régent de naissance, et, en tant que maire de Rotterdam, il avait rendu bien des services au gouvernement stadhouderien (4). Qu'il soit porté un toast à ces « citoyens » témoigne de ce que les maçons savaient fort bien s'y prendre pour gommer les inimitiés politiques entre patriotes et orangistes. Cette souplesse élargissait sans aucun doute les chances de survie de la maçonnerie néerlandaise.

Un autre aspect, enfin, mérite notre attention. C'est l'accueil fait à quelques exilés de retour. Sans doute étaient-ce là d'anciens membres de la loge, car, en 1787, après l'invasion des Prussiens, la Bien Aimée avait vécu un véritable exode. Des quatre-vingts membres qu'elle comptait auparavant, deux ans plus tard, on n'en retrouvait plus que vingt à peine. Du coup, la loge était criblée de dettes ; quatre ans durant, jusqu'en 1793, il n'y eut plus de réunions. Ce qui démontre bien que dans les années 1780, la Bien Aimée était avant tout une société dominée par les patriotes. Parmi les membres qui s'enfuirent en exil vers le Sud, se trouvaient ainsi deux éminents révolutionnaires : Johan Valckenaer et J.A. Crajenschot. Ce dernier était un libraire et imprimeur catholique, qui avait dû se sentir à l'aise à la Bien Aimée. Car, pour les catholiques et les juifs, deux groupes qui, dans l'ancienne République, étaient exclus des emplois publics, la franc-maçonnerie était un moyen d'émancipation. Et il n'est pas impossible que ce soit grâce à leur présence dans la loge que la Bien Aimée ait pu survivre après 1787. Notons que parmi les huit loges que comptait Amsterdam dans les années 1780, quatre n'ont pas survécu à la crise. Significatif de l'atmosphère qui régnait à la Bien Aimée est le fait qu'en 1793 neuf frères juifs, qui venaient de « La Paix » - une des loges qui s'étaient maintenues - se présentèrent « afin d'être traités désormais comme de vrais membres actifs » (5). Que là

(4) Cf. A. VAN DE SANDE, *Vrijmetselarij in de Lage Landen. Een mysterieuze broederschap zonder geheimen*, Zutphen, 1995, p. 74 et p. 95. Nombre de données citées ici émanant de cet ouvrage.

(5) RODERMOND, « La Bien Aimée », *op. cit.*, pp. 55-56.

aussi ils aient été jusqu'en 1798 exclus des fonctions dirigeantes, ne fait rien à l'affaire. Ce qui est certain, c'est qu'il est difficile d'affirmer que les diverses loges de la République sont à l'image de la Bien Aimée. De même, il ne faut pas non plus conclure trop rapidement à l'enthousiasme général des maçons pour la révolution batave.

Un modèle atypique

Partout sur le continent européen, la franc-maçonnerie a eu à pâtir durant la période révolutionnaire. Dans les Pays-Bas septentrionaux, il en est allé autrement. La question est donc de savoir pourquoi. Les circonstances étaient-elles ici si différentes des pays d'alentour ?

Que dans les années 1790 la franc-maçonnerie se soit vue dans une position délicate, ne reste plus à prouver (6). En France, les loges fermèrent leur porte les unes après les autres, quand la Terreur entreprit une véritable chasse aux sorcières contre les soi-disant ennemis du nouveau régime. La maçonnerie en tant que passe-temps agréable d'une élite aristocratique et bourgeoise suscitait trop d'associations avec l'Ancien Régime. Parmi les patriotes avancés de la Révolution, bien peu avaient été actifs dans les loges. Les quelques loges qui survécurent à la Terreur adoptèrent peu à peu la nouvelle culture politique et c'est seulement sous l'Empire que la maçonnerie française reprit un certain élan. En Russie, la grande Catherine avait interdit la franc-maçonnerie en 1794; à cette nouvelle, plusieurs loges des États allemands suspendirent leurs activités par mesure de précaution ; en Autriche, sous le règne de Joseph II, s'était déjà fait sentir une répression qui eut des répercussions jusque dans les Pays-Bas autrichiens. En 1794, le nouvel empereur, François II, interdit toute activité maçonnique. En Europe centrale, mais aussi en France, la franc-maçonnerie était avant même la Révolution française entrée dans une période de crise, suite à la prolifération des systèmes de hauts grades qui se concurrençaient et dont les bénéficiaires se soupçonnaient mutuellement de machinations politiques. De plus, le secret inhérent à la maçonnerie s'avéra propice dans les années 1780 à l'infiltration dans diverses loges, d'illuminés aux idées politiques prononcées. À cette date, il est déjà question d'une théorie du complot, plus de dix ans donc avant que les écrits de Barruel et de Robison popularisent la thèse d'un complot des Jacobins et des francs-maçons contre le Trône et l'Autel (7).

(6) J. M. ROBERTS, *The Mythology of Secret Societies*, Londres, 1972. C. PORSET, *Hiram sans-culotte ? Franc-maçonnerie, Lumières et Révolution. Trente ans d'études et de recherches*, Paris, 1998.

(7) Pour une bonne vue d'ensemble, C. MCINTOSH, *The Rose Cross and the Age of Reason. Eighteenth-Century roscrucianism in central Europe and its relationship to the Enlightenment*, Leiden, 1992.

Dans l'historiographie des XVIII^e et XIX^e siècles, la théorie du complot s'est imposée et la question de savoir quels étaient les liens entre la franc-maçonnerie et la révolution n'a pas manqué d'être posée et d'avoir un large écho (8). Ce fut le cas également pour la révolution batave. Au XIX^e siècle, la franc-maçonnerie néerlandaise était sous la coupe de la Maison d'Orange. De 1816 à 1881, le prince Frédéric, deuxième fils du roi Guillaume I^{er}, était Grand maître national. Pendant cette période, il n'était pas de bon ton chez les francs-maçons d'évoquer la période franco-batave, durant laquelle la famille d'Orange avait dû s'exiler. Il fallut attendre les années 1980 pour que l'historiographie néerlandaise juge paisiblement et positivement de l'époque patriote et de la République batave. De même, c'est alors que des auteurs francs-maçons ou « profanes » accordèrent enfin un peu d'attention à la maçonnerie.

Que la République n'ait eu aucun mal à partager l'idée du complot, c'est ce que prouvent les trois traductions successives des ouvrages de Barruel et de Robison, parues entre 1800 et 1804 (9). Lors de son entrée en tant que député Grand maître, en juin 1800, Jacobus Abraham de Mist, partisan déclaré de la révolution batave, réfuta avec force les accusations selon lesquelles la franc-maçonnerie serait « un foyer d'athéisme, de vice et de discorde, visant à détruire l'ordre social et politique ». Et il ajoutait : « pour autant qu'il s'agisse des loges bataves » (10). Manifestement, il n'osait pas mettre sa main au feu et prétendre qu'ailleurs, en Europe, les maçons n'avaient jamais joué un rôle ambigu. C'est donc sans doute sur son initiative que le Grand Orient de la République batave ouvrit un concours en 1801, afin de laver la franc-maçonnerie du soupçon selon lequel ses assemblées seraient « des pépinières de divisions et de querelles religieuses, politiques et sociales, qui affligent l'Europe depuis tant d'années... ». Les mémoires qui furent envoyés ne furent pas d'une qualité telle qu'ils furent publiés dans les journaux. Mais il est tout de même significatif que la franc-maçonnerie néerlandaise ne se soit absolument pas sentie concernée par les écrits de Barruel et des siens. Sans doute de Mist n'était-il pas tout à fait certain qu'on ne puisse prouver la réalité de la théorie du complot, surtout si l'on considérait les activités subversives des illuminés et la collection disparate des hauts grades en Allemagne et en France. Et c'est justement de ce

(8) J. ROGALLA VON BIEBERSTEIN, *Die These der Verschwörung 1776-1945. Philosophen, Freimaurer, Juden, Liberale und Sozialisten als Verschwörer gegen die Sozialordnung*, Frankfurt, 1976. L. HAMMERMAYER, « Zur Geschichte der Europäischen Freimaurerei und der geheimen Gesellschaften im 18. Jahrhundert. Genèse - Historiographie - Forschungsprobleme », dans H. ISCHREYT, *Beförder der Aufklärung in Mittel- und Osteuropa. Freimaurer, Gesellschaften, Clubs*, Berlin, 1979, pp. 9-68 ; S. HUTIN, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution française*, Bretteville l'Orgueilleuse, 1989.

(9) A. VAN DE SANDE, « Vrijmetselarij als vijandbeeld. Antimaçonisme in de achttiende en negentiende eeuw », dans H. RIGHART (éd.), *De zachte kant van de politiek. Opstellen over politieke cultuur*, La Haye, 1990, p. 122.

(10) Cité par J. ROSENDAAL, « Vrijmetselarij en revolutie », dans *Een stille leerschool*, op. cit., p. 63.

point de vue que la franc-maçonnerie batave se distinguait de celle des pays alentours. Dans les Pays-Bas du Nord, les illuminés ne se sont jamais imposés, tandis que les systèmes de hauts grades se sont restreints au rite moderne à 7 grades, système clair et précis, pratiqué dans ce qu'on appelait ici les « loges écossaises ». De plus, depuis 1774, les chapitres se trouvaient également sous la surveillance de l'orangiste van Boetzelaer. Tout cela a permis à la maçonnerie batave de ne pas sombrer dans la crise générale, engendrée par la révolution. Il lui était aisé de réfuter toute accusation du côté contre-révolutionnaire.

Un modèle national

Le mode d'organisation de la franc-maçonnerie néerlandaise lui a permis de survivre aux aléas politiques révolutionnaires. Ici aussi se décèle une différence avec les voisins européens. Là où ailleurs les despotes éclairés s'inquiétaient à juste titre du caractère « centrifuge » de la maçonnerie, celui-ci s'harmonisait au contraire avec la culture politique de la République - comme avec celle de l'Angleterre, du reste. Dans les loges, on expérimentait des pratiques diamétralement opposées à la réalité des pays absolutistes : participation, élections, prises de décision à la majorité (11). Mais hors de l'enceinte du temple, d'autres priorités s'imposaient. Dans la République, où primaient autonomie locale et souveraineté provinciale, la culture en vigueur était en somme une « culture d'assemblée ». Il est vrai qu'après 1748, les Provinces-Unies furent elles aussi confrontées aux velléités centralisatrices du stadhouder. Dans l'entourage de Guillaume IV (stadhouder entre 1747 et 1751), on souhaitait en effet un gouvernement plus centralisé et un conseil de ministres, inspirés de l'Angleterre, dont le modèle constitutionnel avait fait ses preuves et était encore admiré. Les régents par contre tenaient dur comme fer à leurs particularismes provinciaux. Plus tard seulement, les régents et les bourgeois chercheront - non pas ensemble mais séparément - des solutions pour resserrer les liens entre les sept provinces. Or, dès 1756, les francs-maçons de la République avaient su créer un genre d'organisation « nationale ». De ce point de vue, et comme on va le voir, ils devançaient à la fois les patriotes et les révolutionnaires bataves.

Comment expliquer ce mode d'organisation ? Vers le milieu du XVIII^e siècle, dix loges étaient établies à La Haye et à Amsterdam. La plupart avaient reçu leur lettre de constitution de la Grande loge britannique, créée en 1717 à Londres. Elles entretenaient entre elles des contacts occasionnels. Hors de la province de Hollande se trouvaient encore deux loges - à Nimègue et à Maastricht. Mais, en 1756, quand, après le renversement des

(11) M. C. JACOB, *op. cit.*, p. 34.

alliances, la République opta pour une politique de neutralité, les relations avec l'Angleterre furent menacées. Les loges hollandaises, réunies à La Haye, décidèrent de fonder une Grande loge indépendante de Londres, avec à sa tête un Grand maître national. Les deux loges non hollandaises s'étant ralliées à l'initiative, la nouvelle loge put à juste titre se baptiser « Grande Loge nationale des Provinces-Unies », ce qui à l'époque était une appellation plutôt inusitée. Que les loges aient choisi cette appellation « nationale » prouve qu'elles souhaitent affirmer leur souveraineté par rapport à Londres. La Grande loge britannique ne devait surtout pas penser qu'un *Provincial Grand Master* avait été initié à La Haye. Un événement semblable avait eu lieu en 1740 à Berlin, où avait été fondée une « Grosse National Mutterloge Zu den Drei Weltkugeln ». Quoi qu'il en soit, la formule a marché. Dans les trois décennies suivantes, furent créées plus de soixante-dix loges, disséminées sur l'ensemble du territoire de la République. La Grande loge emprunta le mode d'assemblée propre aux États Généraux, à la différence près que les loges « provinciales » acceptaient comme allant de soi la primauté de la Grande loge haguenoise. Chaque année, pour la Saint-Jean (24 juin), des députés se rassemblaient à La Haye et prenaient des décisions qui devaient être respectées par tous les maçons du pays. En 1797, au moment où la jeune République batave se disputait sur la question de savoir si un État unitaire devait ou non remplacer la fédération, de Mist qualifia l'initiative de 1756 « d'ambition nationale louable » (12). Les francs-maçons bataves avaient en effet un apprentissage unique derrière eux, là où les néophytes politiques devaient encore s'habituer à l'idée d'une nation Une et Indivisible. Nous y reviendrons.

Préparés à la Révolution ?

Pour une tout autre raison, les francs-maçons étaient fort bien préparés, lorsqu'en janvier 1795 éclata la révolution batave. On a vu que, peu de temps après, la loge de la Bien Aimée avait accueilli quelques exilés de retour, chassés par la révolution (restauration) de 1787. Les recherches de Joost Rosendaal sur les Bataves réfugiés en France et dans les Pays-Bas méridionaux entre 1787 et 1794 suggèrent qu'il y a dû avoir parmi eux près de cent maçons, originaires des loges de Deventer, Kampen, Leyde, Leeuwarden, Groningue, Rotterdam, La Haye et Amsterdam. C'est là une indication qui prouve que quelques loges en tout cas ont été peuplées de patriotes. Nous savons aussi que, dans plusieurs ateliers, les frères formulaient publiquement des convictions politiques progressives. À Leyde, dès 1769, la Vertu, dont les membres étaient pour la plupart des étudiants,

(12) Rapport de la Commission du 4 juin 1797. Archives du Grand Orient néerlandais, pp. 11-12.

s'était engouée du héros de la Liberté corse, Pascal Paoli. En 1782, durant la quatrième Guerre anglo-batave, la Bien Aimée proposa à la Grande loge de conclure une alliance avec les francs-maçons américains. À Zwolle, l'Inébranlable organisa en 1786 une manifestation contre le stadhouder. Dans plusieurs villes, les maçons orangistes quittèrent leur loge contre leur gré. Mais dans la plupart des loges, notamment dans celles de l'ouest du pays, orangistes et patriotes se côtoyaient fraternellement. L'adage maçonnique qui excluait du temple religion et politique s'était avéré fonctionnel.

De ce point de vue aussi, les francs-maçons bataves évoluent, me semble-t-il, dans un cadre différent de celui de leurs frères européens. Quand éclata la révolution batave, les maçons néerlandais avaient déjà fait une révolution. Grâce à la crise politique des années 1780, des anti-corps avaient été produits qui permirent aux maçons de résister, quand s'annonça la « véritable » révolution. Que certains aient succombé sous la Terreur, n'est pas surprenant quand on sait combien cette « seconde » révolution fut radicale. La *Révolution de velours* de 1795 ne lui ressemble en rien. Mais c'est justement pour cela qu'il est intéressant de vérifier notre thèse sur l'immunité, d'autant que le matériau est disponible pour établir des comparaisons. Il y avait par exemple une loge en France, peuplée de réfugiés néerlandais, qui a survécu à la Terreur et qui, contrairement aux frères français, a su résister à la répression. Reste à voir comment la loge a réussi cet exploit.

Quelques patriotes réfugiés en France avaient créé à Dunkerque la loge des Vrais Bataves (13), qui, dès sa création en 1790, comptait 34 membres. À l'automne 1792, quand les Français se préparaient à émanciper du joug monarchique le reste de l'Europe, quelques officiers de la Légion batave y furent admis. Durant la campagne de l'année suivante, ils fondèrent une loge ambulante sous le nom de « Liberté, Égalité, Fraternité ». Le hasard voulut que lors de l'assaut de Willemstad, les officiers se trouvent face à un gouverneur militaire qui n'était autre que le Grand maître Van Boetzelaer. Celui-ci parvint à soustraire la forteresse des mains de l'ennemi et fut applaudi pour ce grand fait d'armes lors de l'assemblée de la Grande loge qui eut lieu quelque temps plus tard à La Haye. Bien entendu, ce jour-là, les députés des exilés étaient absents. Par refus du régime stadhouderien, les loges d'exilés s'étaient soumises dès leur création à l'autorité de la Grande loge française. Plus tard, en 1797, les Vrais Bataves se rebaptisèrent « Waare Bataven » et se placèrent sous l'autorité du Grand maître néerlandais : une fois encore, c'était l'orangiste van Boetzelaer qui portait ce titre (pour la dernière fois, du reste), ce qui, semble-t-il, ne posa aucun problème insurmontable.

(13) Les données qui suivent sur les Vrais Bataves sont empruntées à J. ROSENDAAL, *op. cit.*, pp. 70-75.

Les Vrais Bataves ne ressemblaient en rien à l'ancienne franc-maçonnerie hollandaise. Car, à Dunkerque, il était impensable que siègent ensemble orangistes et patriotes. Les exilés qui faisaient partie de ces loges étaient depuis plus longtemps des patriotes radicaux. Une partie d'entre eux était originaire des loges estudiantines de Leyde et d'Utrecht, qui ne cachaient pas leur admiration pour la Révolution française. En 1791, ils firent l'éloge de Mirabeau, dont le portrait avait une place d'honneur dans la loge.

Juste avant que ne soit proclamée la Terreur, il y eut, à partir de Dunkerque notamment, des tentatives pour que soit réformé le Grand Orient français. En vain. Mais l'initiative mérite un commentaire. En effet, les propositions bataves suggéraient aux maçons français de prendre pour modèle la Grande loge haguenoise. À savoir : un Grand maître qui ne serait pas inamovible, mais élu démocratiquement pour trois ans et une cotisation sévèrement réglementée. Les maçons bataves se sentaient manifestement plus à l'aise dans les pratiques démocratiques que leurs homologues français. Peut-être qu'a joué là le fait que les maçons exilés comptaient parmi les patriotes les plus radicaux engendrés par la République des années 1780. Dans les quelques années qui ont suivi la fondation des Vrais Bataves, ils ont démontré à plusieurs reprises que les différences d'opinion, politiques et religieuses, ne formaient pas entre eux une barrière infranchissable. On y trouvait alors côte à côte des protestants réformés, des dissidents et des catholiques; les violentes querelles sur l'aménagement futur de la République, qui troublaient la communauté des réfugiés, ne pénétraient pas dans l'enceinte de la loge. Est-ce là une confirmation de la thèse de l'immunité, qui aurait donc valu pour les maçons exilés ? Cela explique en tout cas l'échec des réformes proposées : le Grand Orient français n'était pas prêt en 1792 à mettre en œuvre des mesures démocratiques - parce qu'il n'en avait pas encore éprouvé lui-même la nécessité.

Les Vrais Bataves n'en sont pas moins restés une exception ou un phénomène secondaire, surtout après 1793, quand ils adoptèrent une position politique radicale, proche des Jacobins. Ils brisaient ainsi avec l'éthique maçonnique, chère aux loges néerlandaises. Mais par rapport aux loges françaises, ils se retrouvèrent aussi dans une position isolée, puisqu'ils furent quasiment les seuls à se maintenir sous la Terreur. Cette situation exceptionnelle peut s'expliquer par un opportunisme politique, mais aussi par leur statut de réfugiés. En tant que loge étrangère, les Vrais Bataves étaient sans doute moins menaçants et plus difficiles à contrôler que les loges parisiennes, soupçonnées par la police d'être des repaires d'aristocrates. D'autre part, celui qui professe dans son pays des idées modérées, peut fort bien en exil adopter des positions plus extrêmes et mieux accordées avec le contexte. Dans ce cas, la thèse de l'immunité n'a qu'une valeur relative.

Au retour des Vrais Bataves dans leur pays, les francs-maçons, qu'ils l'aient voulu ou non, ont été confrontés à un véritable esprit révolutionnaire, fort différent de celui des Lumières. Quelques-uns n'ont eu aucune peine à s'y faire, tels les maçons amstellodamois de la Bien Aimée. Pour d'autres, la pilule fut amère et mit une fois de plus à l'épreuve leur immunité contre les querelles fraternelles. Quoi qu'il en soit, les francs-maçons hollandais étaient en 1795 mieux préparés à entrer en révolution que quiconque en Europe. Reste la question de savoir si cela a été fécond pour la République batave.

Les francs-maçons dans la République batave

Il serait en effet abusif de prétendre que la franc-maçonnerie batave est sortie indemne des remous politiques de l'époque. En 1787, quand la crise patriote atteignit son apogée, huit loges au moins durent fermer leur porte et cesser provisoirement leurs activités. Dans les années suivantes, elles perdirent nombre de membres et furent confrontées à des problèmes financiers. Parallèlement au départ des patriotes vers le Sud, un nombre relativement important d'officiers de l'armée jouait un rôle dans les loges. Dans les provinces de terre, presque toutes les loges étaient composées pour moitié ou plus de militaires qui s'y trouvaient en garnison. Or, durant ces années, les régiments étaient fréquemment obligés de se déplacer, ce qui posa problème dans plusieurs ateliers. La Grande loge de La Haye ne put se réunir en 1787 pour la même raison. Le fait qu'elle ne se réunisse pas non plus en 1795 et 1796 a une autre cause : elle regardait venir (14). Ce n'est qu'en 1797, quand la situation fut suffisamment stable, que les loges purent elles aussi faire le point. Il s'avéra alors que pas moins de dix-huit loges avaient définitivement cessé leurs activités. Il n'en restait plus que soixante, dont quelques-unes ne franchiraient pas le siècle à venir. Le coup d'État modéré de juin 1798 interdit à toutes les sociétés de la République, loges y compris, de s'assembler. Décret en vigueur jusqu'en novembre et qui a dû porter un coup mortel à plusieurs loges. Par contre, en 1800, dix nouvelles loges virent le jour, ce qui fait qu'en définitive, la franc-maçonnerie batave se portait mieux alors que dans les autres pays européens.

Remarquable est le fait que bien des maçons se sont engagés dans la vie politique. Joost Rosendaal a ainsi calculé qu'au cours de la période 1795-1810 près d'un maçon sur trente a siégé pour un laps de temps plus ou moins long dans un corps représentatif. Après 1801 notamment, leur participation s'élevait à 27 %. Dans la première Assemblée nationale, le pourcentage était plus modeste : 16 % ; lors des élections de l'automne 1797, il

(14) E. A. BOERENBEEKER, *De Resolutiën van de Grootte Loge 1756-1798*, La Haye, 1979, p. XI.

monta jusqu'à 22 %, avant de redescendre à 17 %, après la prise de pouvoir par les modérés, en juin 1798. Que les francs-maçons n'aient pas tous été des *backbenchers*, c'est ce que prouve entre autres la phase radicale, où les francs-maçons ont prononcé à la tribune pas moins de 35 % de l'ensemble des discours. La plupart d'entre eux étaient originaires de loges ayant un passé patriote : Kampen, Deventer, Groningue, Leeuwarden, Rotterdam et Leyde et un bon tiers venaient des Vrais Bataves. Rosendaal fait remarquer à juste titre qu'il ne faut pas en conclure que l'Assemblée soit devenue le porte-parole de la maçonnerie. On peut à l'inverse se demander si, dans ces années-là, les représentants en question ont été actifs dans une loge. De plus, si dans les loges se retrouvaient des hommes de tous alois, les maçons de l'Assemblée étaient tout aussi divers. Lors du coup d'État radical de janvier 1798, cinq maçons - fédéralistes, dont de Mist - furent arrêtés, mais cinq autres étaient par contre impliqués dans le coup d'État. Quatre jours plus tard, le nouveau président de l'Assemblée nationale allait être accepté comme récipiendaire aux Vrais Bataves. En juin 1798, même cas de figure, mais à l'envers : six maçons radicaux furent emprisonnés (15). Ces données incitent à ne pas conclure sur les individus à partir de ce que l'on infère de la franc-maçonnerie en général. Sans doute, les discussions politiques et religieuses devaient demeurer taboues à l'intérieur de la loge, mais sur la scène politique, et si l'on en croit les pourcentages avancés, la franc-maçonnerie n'avait pas joué un moindre rôle. Culture révolutionnaire et idéaux maçonniques n'étaient pas incompatibles.

Dans les cinq années qui suivirent la révolution batave, la franc-maçonnerie avait en effet accompli une « fuite en avant » progressive. Alors que dans ses débuts, il s'agissait d'une occupation plutôt aristocratique où l'élément ludique et le rituel maçonnique avaient été un but en soi, au cours des ans et des événements, elle devint une « école de vertu et de bonnes moeurs », ainsi que le proclamera De Mist dans son discours de juin 1800 (16). Outre De Mist, lui même originaire de la loge « Le Profond Silence » de Kampen, ce sont surtout les quatre loges d'Amsterdam qui ont conféré à la franc-maçonnerie une fonction de guide dans la formation d'une citoyenneté cosmopolite. Après la révolution batave, les maîtres présidents de ces quatre loges avaient décidé de se concerter à intervalles réguliers et d'agir de concert dans la Grande Loge. Le libraire Willem Holtrop (1751-1835), notamment, maître président de la Charité jusqu'à sa mort, avait su en tant que Grand Orateur poser son sceau sur la maçonnerie. À ses yeux, elle devait se consacrer à la société et non point se restreindre à n'être

15) J. ROSENDAAL, *op. cit.*, pp. 67-69 et pp. 78-83 (liste des maçons députés à l'Assemblée nationale entre 1796 et 1810).

16) Archives du Grand Orient, annexes des résolutions de la Grande Loge, 1800. Discours à la Grande Loge du 1^{er} juin 1800, tenu par de Mist.

qu'une sociabilité mondaine, enjolivée de symboles et de rites. Dans les années 1797-1800, Holtrop et De Mist ont tenté d'imposer cette politique à la Grande Loge. Et lorsqu'en 1798, le diplomate Isaac van Teylingen succéda au Grand maître, Van Boetzelaer, cette politique eut toutes ses chances. Dans son discours de 1800, De Mist pouvait donc manifester son optimisme et rappeler que la franc-maçonnerie était l'instrument par excellence pour fournir à la nation de bons administrateurs.

Ce plaidoyer en faveur d'activités utiles à la chose publique ne distingue pas vraiment la franc-maçonnerie des autres sociétés de la République. La Société pour le Bien public, fondée en 1784, par exemple, avait créé des départements baptisés « Nuts », qui tentaient d'impliquer la bourgeoisie des villes et villages des Pays-Bas dans la réforme de l'enseignement et qui lançaient des concours en vue de combattre les abus sociaux et d'améliorer les mœurs (17). Mais, sous un point, pourtant, la franc-maçonnerie devançait toutes les sociétés néerlandaises, en ce sens qu'elle avait été la première en 1798 à calquer son organisation et ses lois sur le nouveau concept d'État unitaire. Avant même que l'Assemblée nationale, épurée de ses éléments fédéralistes, approuve au mois de mai de la même année le projet de loi controversé, à la base de la première Constitution des Pays-Bas, une commission de cinq maçons - dont Holtrop et De Mist - avait élaboré des plans pour pourvoir le Grand Orient de la République batave d'une constitution nouvelle.

Le plus surprenant est que De Mist, emprisonné après le coup d'État radical de janvier 1798 pour les positions fédéralistes qu'il avait défendues avec beaucoup de verve à la tribune de l'Assemblée, ait conçu dans le même temps une forme d'organisation nationale pour la franc-maçonnerie. Le 27 décembre 1797, quand la Grande Loge avait décidé d'élaborer de nouvelles lois, De Mist était président de la commission nommée à cet effet. En cette occasion, on l'a vu, il avait célébré la fondation de la Grande Loge de 1756 comme « une ambition nationale louable ». Ce qui ne l'empêchait pas d'être un partisan modéré de la révolution, ainsi qu'en témoignent les propos suivants :

« Bénie soit la Franc-Maçonnerie, si elle parvient à établir la paix, la paix des citoyens et des foyers ; si tous ses membres, entre toutes leurs initiatives louables, peuvent se donner pour tâche, par leur exemple, par leurs paroles, par leurs actes dans la vie quotidienne, de montrer que la triade "Liberté, Égalité, Fraternité", si fréquemment invoquée, mais de façon bien trop souvent abusive, n'est pas chez eux un mot vide de sens, mais qu'elle est pour les siècles passés et à venir le signe distinctif de notre Ordre, qui ne respire que Paix et Amour ! » (18)

(17) Voir W. W. MIJNHARDT et A. J. WICHERS (éd.), *Om hel Algemeen Volksgeluk. Twee eeuwen particulier initiatief 1784-1984*, Edam, 1984.

(18) A. VAN DE SANDE, *Vrijmetselarij in de Lage Landen*, op. cit., p. 94.

Il ne fait aucun doute que, lors de la rédaction de la constitution qui porte son nom et qui sera acceptée en décembre 1798 par la Grande Loge. De Mist s'est inspiré de la tradition maçonnique néerlandaise plutôt que des vues unitaristes des radicaux de l'Assemblée nationale à qui l'on doit la Constitution de 1798. Le discours cité ci-dessus démontre qu'il entendait bien que sa constitution soit un modèle pour la République batave. C'est que la franc-maçonnerie devait avoir fonction de guide. Lorsqu'on sait combien l'idée d'État unitaire rencontra au cours des premiers mois de 1798 des résistances parmi nombre des citoyens bataves, il est d'autant plus surprenant que les francs-maçons aient si facilement accepté les projets de réforme de la commission De Mist. C'est alors seulement que devient manifeste à quel point les maçons faisaient figure de précurseurs, de par la construction de leur réseau national, fondé sur le suffrage individuel et la délégation des compétences. Cette avance, ils la maintinrent, puisqu'ils entreprirent sans tarder de centraliser et d'uniformiser, deux concepts clés qui, à partir de 1798, vont marquer la culture politique de la République batave. La nouvelle constitution permettait au Grand maître de visiter annuellement les diverses loges afin de favoriser l'unité des méthodes. Il fallait introduire un nouveau «catéchisme» et s'accorder sur le droit de visite et l'élection des nouveaux membres. Les modifications ne furent vraiment introduites qu'en 1806, mais le ton était d'ores et déjà donné : le Grand Orient néerlandais s'était revêtu d'un habit, taillé d'après le modèle batave dernier cri.

L'impact de la franc-maçonnerie sur la République batave n'est pas facile à déceler. Ce qui caractérisait la maçonnerie était (et est) que chaque maçon est libre, sinon encouragé à le devenir afin de se forger un jugement autonome et indépendant sur ce que doit être la société et sur la place qu'il doit y occuper. Il est fort possible donc que les loges aient eu des opinions fort partagées sur les idéaux bataves; sur ce point, chacun était libre de penser ce qu'il voulait. Peut-être y avait-il même une « majorité silencieuse » de contre-révolutionnaires. À voir la souplesse avec laquelle, dans les années 1780, orangistes et patriotes ont cohabité dans les loges, on peut raisonnablement supposer qu'après 1795 aussi, toutes les nuances politiques aient pu y être représentées. Et d'autant plus qu'après 1798 se faisait de plus en plus ressentir le besoin d'en finir avec les querelles partisans qui avaient divisé trop longtemps la patrie et l'avaient affaiblie. De ce point de vue, les loges pourraient en effet avoir joué un rôle utile. Elles étaient pour ainsi dire de véritables « écoles de (ré)conciliation », représentatives de la culture politique qui dominerait après 1801.

On ne peut non plus nier que nombre de maçons s'engagèrent dans la politique ; ils siégèrent à l'Assemblée et certains d'entre eux participèrent aux deux coups d'État de 1798. Leur importance numérique n'est pas négligeable. De même, il ne fait aucun doute que plusieurs loges patriotes ont

fonctionné comme des « écoles de la démocratie ». Ce sont des maçons issus de ces loges qui en 1798 ont su donner au Grand Orient batave une structure « nationale » - ou pour le moins centralisée. Mais plus important encore dans ce contexte est le fait que la maçonnerie a cessé d'être une société ludique, à tendance aristocratique et fermée sur elle-même, pour devenir un lobby cosmopolite à vocation sociale. Les idéaux typiquement maçonniques surent ainsi se propager dans le monde « profane ». Il est difficile de dire quels ont été, dans la pratique, les avantages tangibles pour la cause batave. Ce qui est certain, c'est qu'en s'appropriant la fonction de guide, la maçonnerie néerlandaise a conquis une place unique dans le monde maçonnique de l'époque.

(traduction du néerlandais : A. Jourdan)

Anton VANDE SANDE
Université de Leyde
Berg en Dalseweg 134
N. L. - 6522 BX-Nijmegen